

Conseil Exécutif du 19 janvier 2018

RAPPORT AU CONSEIL EXÉCUTIF

EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION – ABSTENTION

Par déclarations d'intention d'aliéner remises à la Collectivité Territoriale contre récépissé ci-dessous indiquées, la Collectivité Territoriale a été informée de cessions soumises au droit de préemption :

Date de la déclaration d'intention d'aliéner	Localisation	Type de bien	Remarque
08/01/2018	Saint-Pierre AO 232	Terrain nu	
08/01/2018	Saint-Pierre BB 35	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre AL 179	Terrain nu	
08/01/2018	Saint-Pierre BB 141	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre BB 142	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre SAD 28-196-202	Maison d'habitation et Terrain nu	Parcelle SAD 28 : Bâtie – Parcelles 196 et 202 : non bâties et non contigües à la 28
08/01/2018	Miquelon AI 110	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre BA 143	Maison d'habitation	
08/01/2018	Miquelon MAO 32-24	Usage professionnel	
15/01/2018	Saint-Pierre SBB 03	Maison d'habitation	
15/01/2018	Saint-Pierre AV 77	Maison d'habitation	
15/01/2018	Miquelon MAH 27	Maison d'habitation	

La Collectivité Territoriale n'envisageant aucun projet sur ces terrains, il convient qu'elle n'exerce pas son droit de préemption sur ces ventes.

Tel est l'objet de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

Stéphane LENORMAD

Conseil Exécutif du 19 janvier 2018

DÉLIBÉRATION N°07/2018

EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION – ABSTENTION

LE CONSEIL EXÉCUTIF DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l’Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le règlement local d’urbanisme ;
- VU** la délibération n°303/2017 portant délégation d’attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** la délibération n°273/2017 du 6 octobre 2017 portant instauration d’un droit de préemption au profit de la Collectivité Territoriale ;
- VU** l’avis de la Commission d’Accès aux Documents Administratifs (CADA) du 27 septembre 2001 ;
- VU** les déclarations d’intention d’aliéner transmises à la Collectivité Territoriale reçues les 8 et 15 janvier 2018 ;
- SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

Article 1 : La Collectivité Territoriale renonce à l’exercice de son droit de préemption sur les cessions d’immeubles suivantes :

Date de la déclaration d'intention d'aliéner	Localisation	Type de bien	Remarque
08/01/2018	Saint-Pierre AO 232	Terrain nu	
08/01/2018	Saint-Pierre BB 35	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre AL 179	Terrain nu	
08/01/2018	Saint-Pierre BB 141	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre BB 142	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre SAD 28-196-202	Maison d'habitation et Terrain nu	Parcelle SAD 28 : Bâtie – Parcelles 196 et 202 : non bâties et non contigües à la 28
08/01/2018	Miquelon AI 110	Maison d'habitation	
08/01/2018	Saint-Pierre BA 143	Maison d'habitation	
08/01/2018	Miquelon MAO 32-24	Usage professionnel	
15/01/2018	Saint-Pierre SBB 03	Maison d'habitation	
15/01/2018	Saint-Pierre AV 77	Maison d'habitation	
15/01/2018	Miquelon MAH 27	Maison d'habitation	

Article 2 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle sera également transmise au notaire officiant à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Adopté
8 voix pour
0 voix contre
0 abstention
Membres du C.E. : 8
Membres présents : 8
Membres votants : 8

<p>Transmis au représentant de l'État Le 22/01/2018 Publié le 22/01/2018 ACTE EXÉCUTOIRE</p>

Le Président,

Stéphane LENORMAND

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*